

### **Par décret n° 2008-753 du 18 mars 2008.**

Mademoiselle Sana Harakati, administrateur de la santé publique, est chargée des fonctions de chef de service financier et administratif à la direction régionale de la santé publique de l'Ariana.

### **Par décret n° 2008-754 du 18 mars 2008.**

Madame Wided Bouziri épouse Kammoun, administrateur conseiller de la santé publique, est chargée des fonctions de chef de service de la comptabilité analytique et de suivi de l'exécution du budget à la sous-direction de la comptabilité à la direction des affaires financières et de la comptabilité à l'hôpital Charles Nicolle de Tunis.

### **Par décret n° 2008-755 du 18 mars 2008.**

Monsieur Nabil Mosrati, administrateur conseiller de la santé publique, est chargé des fonctions de chef de service du secrétariat permanent des marchés à l'hôpital Farhat Hached de Sousse.

### **Arrêté du ministre de la santé publique du 18 mars 2008, portant modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages femmes et auxiliaires médicaux (1).**

Le ministre de la santé publique,

Vu la loi n° 91-21 du 13 mars 1991, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin et de médecin dentiste,

Vu la loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire et notamment son article 6,

Vu la loi n° 91-64 du 29 juillet 1991, relative à la concurrence et au prix, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2005-60 du 18 juillet 2005,

Vu la loi n° 92-73 du 3 août 1992, relative à l'exercice de la profession de psychologue de libre pratique et notamment son article 5,

Vu la loi n° 92-74 du 3 août 1992, relative aux conditions d'exercice des professions paramédicales de libre pratique, telle que modifiée par la loi n° 96-75 du 29 juillet 1996,

Vu la loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, telle que modifiée par la loi n° 95-103 du 27 novembre 1995,

Vu la loi n° 95-56 du 28 juin 1995, portant régime particulier de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, telle que modifiée par la loi n° 2000-19 du 7 février 2000,

(1) Les modifications portées à la nomenclature générale sont publiées en une édition spéciale.

Vu la loi n° 2002-54 du 11 juin 2002, relative aux laboratoires d'analyses médicales et notamment son article 35,

Vu la loi n° 2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie,

Vu le décret n° 73-259 du 31 mai 1973, portant promulgation du code de déontologie dentaire, tel que complété par le décret n° 80-99 du 1<sup>er</sup> janvier 1980,

Vu le décret n° 75-835 du 14 novembre 1975, portant code de déontologie pharmaceutique,

Vu le décret n° 91-1996 du 23 décembre 1991, relatif aux produits et services exclus du régime de la liberté des prix et aux modalités de leur encadrement, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 95-1142 du 28 juin 1995,

Vu le décret n° 93-1155 du 17 mai 1993, portant code de déontologie médicale et notamment ses articles 42 et 43,

Vu l'arrêté du ministre de la santé publique du 1<sup>er</sup> juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages femmes et auxiliaires médicaux, tel que modifié par l'arrêté du 29 octobre 2007,

Vu l'avis de la commission créée auprès du ministère de la santé publique chargée de l'examen de la révision de la nomenclature des actes professionnels.

Arrête :

Article unique - Le titre III de la partie consacrée aux actes effectués par les médecins et les médecins dentistes, le titre X de la partie consacrée aux actes effectués par les médecins et le titre IV de la partie consacrée aux actes effectués par les paramédicaux prévus à l'annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2006 susvisé, sont abrogés et remplacés par les nouveaux titres conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

Tunis, le 18 mars 2008.

*Le ministre de la santé publique*

**Mondher Zenaidi**

*Vu*

*Le Premier ministre*

**Mohamed Ghannouchi**

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SOLIDARITE  
ET DES TUNISIENS A L'ETRANGER**

### **Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n° 2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, procédures et taux de prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.**

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger,

Vu la loi n° 2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie et notamment son article 5,